

MCA (Renault  
Maubeuge) :  
Licencié pour  
avoir fait grève

# l'étincelle

Mutuelle  
obligatoire :  
Renault forcé de  
revoir sa copie

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 7 juin 2016

## Tous ensemble, on les fera reculer !

Gattaz, Valls, Hollande et bien d'autres ont tout essayé en termes d'intox : les grévistes qui prennent « en otage » la population, le chantage sur « l'image de la France » avec l'arrivée de l'Euro ou l'appel à la fin des grèves en solidarité avec les victimes des inondations... Rien n'y fait. La majorité de la population continue à penser que la responsabilité de la situation incombe au gouvernement.

### *Le gouvernement met la pression*

Le gouvernement cherche une porte de sortie, et met de plus en plus la pression. D'une main, il donne quelques gages : auprès des routiers, il s'engage à ce que la loi ne permette pas de baisser la rémunération de leurs heures supplémentaires. Face aux chercheurs, il revient sur la baisse des budgets de la recherche. Aux enseignants, il promet une augmentation de salaire d'ici 2020. Aux cheminots, il fait miroiter un accord d'entreprise à la hauteur du cadre actuel (sans remettre en cause l'essentiel des attaques)...

Sans doute espère-t-il ainsi faire taire la contestation et ouvrir des tractations avec certaines directions syndicales. Pour s'en tenir au retrait pur et simple du projet de loi Travail, il faut rester mobilisés.

Car sur l'essentiel, Hollande et Valls ne cèdent rien et continuent de fanfaronner en affirmant que « le projet de loi ne sera pas retiré ». Et tandis que le ministre millionnaire Macron veut « élargir le champ de la négociation collective d'entreprise à d'autres domaines », suggérant d'y ajouter la question des salaires, Hollande compte sur le durcissement du texte au Sénat pour faire passer sa version pour progressiste ! Ils nous prennent pour des bleus, à nous de leur faire ravalier leur arrogance.

### *Les attaques pleuvent, partout...*

Ce projet de loi symbolise tout ce que subissent déjà de nombreux travailleurs et que la loi Travail consacrerait et permettrait d'étendre partout. Elle n'est qu'un volet d'un plan d'attaques du patronat et du gouvernement, qu'on voit décliné partout : dans les hôpitaux avec les fermetures de services et les suppressions de postes, à La Poste avec les réorganisations qui allongent le temps de travail, à la SNCF avec le « décret-socle » contre lequel les cheminots se battent, dans l'automobile avec les nouveaux « accords de compétitivité »...

### *... mais inverser le rapport de forces entre les travailleurs et le patronat : c'est possible, maintenant !*

Dans le contexte de la mobilisation contre la loi Travail, d'autres conflits locaux ont éclaté, y compris dans le secteur privé. Il s'agit en fait de la même lutte, contre les différentes facettes de l'offensive patronale. Employés, ouvriers, postiers, cheminots, agents des hôpitaux, fonctionnaires territoriaux, d'État, chômeurs – les dernières semaines ont permis à des secteurs en lutte de se rencontrer, de prendre contact. Donc pas question de rester chacun de son côté, avec des journées d'action secteur par secteur. C'est sur cet émiettement que les patrons et le gouvernement misent pour venir à bout d'une contestation qui dure maintenant depuis trois mois.

Le rejet de la loi Travail doit permettre de faire converger toutes les luttes. Les minorités les plus déterminées ont tenu le choc : il s'agit donc de les rejoindre pour donner un nouvel élan à la mobilisation et l'étendre. Qu'une telle généralisation se fasse, et la victoire ne sera pas loin !

La prochaine grande échéance sera la manifestation nationale du 14 juin.

Dès cette semaine, joignons-nous aux manifestations prévues ce 9 juin là où elles auront lieu. Le monde du travail n'a jamais, au cours de ces dernières années, été aussi près de pouvoir renverser le rapport des forces avec le patronat.

### **Macron : En Marche... arrière**

Jeudi 2 juin, Macron était à Lyon. Un comité d'accueil l'attendait devant l'usine Arkema dans le couloir de la Chimie : au moins 2 000 manifestants, jeunes et salariés d'Arkema mais aussi d'autres sites de la Chimie. Lundi matin, un autre comité d'accueil l'attendait devant La Poste de Montreuil. Il n'y a pas que le Fisc qui le poursuit...

## **Dur métier**

Des « *Amphis Métiers* » sont proposés pour « *partir à la découverte de l'ingénierie* ». La DEA-P fera son amphi en juin. La DEA-T a ouvert le bal en mai, offrant de nombreux postes en mobilité interne. L'occasion pour le DRH de l'Ingénierie de déclarer aux salariés « *Soyez curieux, osez, allez voir en dehors de votre direction* » et aux managers « *Laissez faire et ne bloquez pas pour des problèmes de ressources.* » Et « *si vous avez un problème, contactez votre fonction RH.* » Ça ne manque pas de sel vu le sous-effectif chez les RH, comme dans toutes les directions qui cherchent à retenir leurs salariés. Ce ne sont pas des incantations qui lèveront ces blocages, mais des recrutements externes en nombre suffisant.

## **Pas d'inversion de la courbe de l'emploi**

En 2015, l'établissement de Guyancourt a connu 241 recrutements externes, et 41 mutations de filiales. Contre 468 départs en DA, 68 mobilités externes et une trentaine de créations d'entreprise.

En 2016, environ 200 embauches sont prévues à l'ingénierie et 110 dans le tertiaire, tous sites confondus. La direction prévoit que malgré les embauches, les effectifs vont encore diminuer. Les problèmes de mobilité vont donc continuer.

## **Home sweet home**

Entre les inondations, les routes ou la ligne SNCF Paris-Versailles coupées, venir travailler est, pour certains, une grosse galère. Une bonne raison de faire du télétravail en restant chez soi.

## **Inondations au Techn'eau centre**

Au Gradient, l'escalator de la cantine est en panne car inondé par la pluie. Dans le hall de la Ruche, les seaux servant à collecter l'eau qui tombe de la verrière ont tendance à se multiplier. Etc.

Le TCR est un grand navire qui prend l'eau, entre défauts de conception et économies sur la maintenance des bâtiments. Une catastrophe qui n'est pas toujours naturelle.

## **Mutuelle obligatoire : saison 2**

Suite au mécontentement général et à la dernière loi de financement de la Sécurité Sociale, la direction a dû revoir l'accord sur la mutuelle obligatoire. Dans l'avenant qu'elle propose aux syndicats la part employeur passera à 38 € l'employeur prendra en charge l'augmentation annuelle des cotisations liée à celle du plafond de la Sécu (mais juste pour 2 ans), et l'affiliation des ayants droit ne sera plus obligatoire (mais celle des salariés le restera).

Les formules Duo et Famille sont encore loin d'avoir une part employeur de 50 % comme dans la loi. La direction négocie pour quelques millions d'euros. Elle n'a qu'à les prendre sur le salaire de Ghosn.

## **De Bursa à Maubeuge**

Un salarié de l'usine MCA de Maubeuge, filiale de Renault, vient d'être licencié pour avoir fait grève contre la loi Travail le 17 mars 2016. Selon la direction, le fait qu'il ait été seul en grève constituerait un « *abus manifeste du droit de grève* ». Un appel syndical permettait pourtant à tous les salariés du département de faire grève. 1000 salariés du site, sur 1500, ont signé une pétition de soutien. Après la répression des grévistes de Bursa, la direction de Renault serait-elle atteinte du syndrome d'Erdogan ?

## **Ambiance CRS à Douai**

A Renault Douai, la direction a fait venir les CRS pour déloger des salariés et des militants syndicaux qui diffusaient des tracts contre la loi Travail à l'entrée de l'usine le 26 mai. Elle leur a même offert le café ! La direction menace maintenant de poursuites judiciaires ceux qui feraient « *entrave à la liberté de travail* ». Elle a même averti l'ensemble des salariés qu'ils auraient des retenues financières en cas de retard à la prise de poste. Pourtant question blocage, la direction est experte : blocage des salaires, des promos, des mobilités...

## **Pas de répit contre la loi Travail**

Jeudi 2 juin, des salariés de Renault Cléon ont bloqué l'accès camion de l'usine pour protester contre la loi Travail. Vendredi 3 juin, ceux de Lardy ont accroché une banderole « *Renault Lardy contre la loi Travail* » sur un pont au-dessus de la N20. Dans les deux cas, les témoignages de sympathie ont été nombreux. N'en déplaise au gouvernement et au patronat, l'opposition à la loi Travail reste tenace.

## **Les informaticiens font le bug**

A Renault Trucks Villeurbanne, les effectifs sont passés de 5500 à 4000 en 4 ans. Une saignée que Renault Trucks veut amplifier en supprimant 163 emplois grâce à l'externalisation de la division informatique. 93 salariés ont refusé de passer chez le repreneur et sont menacés de licenciement. Sauf que le Tribunal Administratif vient d'annuler la procédure. Un premier bug dans le plan de la direction.

## **Débrayages chez PSA : un bon départ**

A l'annonce des mesures du nouvel accord compétitivité chez PSA, 2300 salariés ont débrayé, dont 1000 à Mulhouse. Tavarès a dû reculer sur certaines mesures, mais conserve l'essentiel. A moins que la mobilisation ne s'amplifie !

## **Merci à ceux qui ont donné !**

La collecte pour *L'Etincelle* réalisée il y a 15 jours aux entrées du Technocentre a permis de récolter 315 € De quoi financer les prochaines parutions ! N'hésitez pas à prendre contact avec nos diffuseurs, ou à visiter notre site internet.